

# LA PARLOTE



## Dans ce numéro :

Invitation 2 <sup>e</sup> colloque en violence sexuelle	2
Et de deux	2
Sensibiliser aux violences sexuelles invisibles	3
Forum « Relève agricole au féminin »	4-5
Une réimpression attendue	5
Plan d'action gouvernemental	6-7
Du point de vue des femmes	8
Des solutions collectives	9
L'épinglette du 8 mars	10
Féministes créatrices d'égalité	10

## Pourquoi encore parler de féminisme?

À l'approche des élections provinciales, les beaux discours réaffirmant l'égalité entre les femmes et les hommes comme une valeur fondamentale ne font pas disparaître, dans les faits, les inégalités économiques et sociales que continuent de subir les femmes.

Et pourtant, ces inégalités sont nombreuses! L'impact sexiste des mesures d'austérité dont les coupes dans les services sociaux, la privatisation accrue des services de garde éducatifs, le revenu inégalitaire des femmes par rapport aux hommes, les multiples violences contre les femmes, les violences sexuelles révélées par *#moi aussi*, les coupes de financement à la mission des groupes autonomes de femmes et des organismes de défense de droit des femmes, le mythe de l'égalité déjà atteinte, etc. Tout ceci constitue des barrières devant les femmes qui se perpétuent.

Au Centre-du-Québec, les groupes de femmes souligneront le 8 mars. Joignez-vous à elles pour que disparaissent toutes les barrières qui freinent l'avancée des femmes. Toutes ensemble, affirmons nos valeurs féministes et proclamons **que nous sommes et serons féministes tant qu'il le faudra!**

*Texte largement inspiré par l'article paru dans la revue NouvELLES de la FTQ, vol.27, n° 1, Hiver 2018*

## INVITATION AU 2<sup>E</sup> COLLOQUE EN VIOLENCE SEXUELLE

Pour une deuxième année consécutive, la TCMFCQ organise un colloque dans le cadre de son projet « Pour une action concertée en violence sexuelle ».

### Une programmation invitante

La journée débutera avec une conférence donnée par la ministre de l'Enseignement supérieur et ministre responsable de la condition féminine, Madame Hélène David. Elle nous parlera de son initiative pour contrer la violence sexuelle sur les campus.

Par la suite, l'agente de projet vous présentera les protocoles d'intervention

et les ententes spécifiques établis avec les partenaires concernés. Une deuxième présentation suivra, celle-ci portant sur la mise en place de communautés de pratique.

En après-midi, des ateliers portant sur la concertation permettront aux participantes et participants de discuter des mécanismes pour faciliter la concertation et des attentes face à la communauté de pratique.



Compte tenu de l'importance du mouvement « #etmaintenant », la journée se terminera par une conférence sur le sujet.

Cette journée s'inscrit dans un continuum pour favoriser une action concertée en violence sexuelle.

### Pour s'inscrire

Si le colloque vous intéresse, vous pouvez vous inscrire via notre site Web à la section « À surveiller ». Vous devez vous inscrire avant le 15 mars 2018.

Le colloque aura lieu  
le  
29 mars 2018,  
de 9 h à 15 h 30  
au 960 rue Monfette  
à Drummondville  
Coût : 35 \$  
(incluant le repas)

## ET DE DEUX

Lors de notre étude de contexte réalisée dans le cadre du projet « Pour une action concertée en violence sexuelle », il était ressorti de celle-ci que la sensibilisation auprès de certaines clientèles était déficiente. Alors,

quand le Secrétariat à la condition féminine a lancé un appel de projets portant sur la sensibilisation en matière de violence conjugale et de violences sexuelles, la TCMFCQ n'a pas hésité à faire une demande. Celle-ci a été reçue positivement.

Notre projet vise à réaliser des actions de sensibilisation auprès des clientèles cibles, soit les femmes âgées, celles présentant un handicap ou des limitations fonctionnelles.

## SENSIBILISER AUX VIOLENCES SEXUELLES INVISIBLES

### Pourquoi un tel projet?

Malgré une augmentation des agressions sexuelles auprès des aînées, la violence sexuelle envers ces femmes représente une réalité peu visible et oubliée. Les mythes et les tabous liés à l'agression sexuelle chez les aînées sont tenaces et répandus. Souvent, ceux-ci font en sorte que les aînées vivent plusieurs obstacles à nommer la violence sexuelle subie.

Les mêmes constats s'appliquent également envers les femmes présentant un handicap ou des limitations fonctionnelles.

Ainsi, une statistique du gouvernement du Québec nous apprend que les femmes de 45 ans et plus ayant un handicap physique ou une limitation physique sont trois fois plus souvent victimes d'agression sexuelle que les personnes sans incapacité de ce groupe d'âge. Elles aussi font l'objet de tabous et elles sont tout

aussi marginalisées. Par ailleurs, elles vivent plusieurs obstacles quand elles souhaitent dévoiler leur agression.

Compte tenu de cette situation, la TCMFCQ a décidé de créer des outils pour informer et sensibiliser les femmes plus vulnérables au sujet de la violence sexuelle.

### Le projet...

Il poursuit les objectifs suivants :

- Démystifier les mythes et les tabous entourant la violence sexuelle du public cible;
- Développer des outils de sensibilisation;
- Accroître les connaissances du personnel œuvrant auprès des clientèles ciblées;
- Soutenir le personnel concerné.

Pour atteindre nos objectifs, nous avons prévu les actions suivantes :

- Production et diffusion de capsules vidéo;
- Conception et diffusion de dépliants de sensibilisation sur les violences sexuelles s'adressant aux femmes ciblées;
- Réalisation d'une tournée de sensibilisation auprès des organisations concernées;
- Élaboration et tenue d'ateliers de formation auprès des intervenantes et intervenants œuvrant auprès de cette clientèle;
- Rédaction et diffusion d'un guide d'intervention.

**Selon le RQCALACS,  
une femme sur 3 est  
victime d'au moins  
une agression  
sexuelle à partir de  
l'âge de 16 ans.**



## FORUM « RELÈVE AGRICOLE AU FÉMININ : VERS DE NOUVEAUX OUTILS COLLECTIFS »

*Nicolet, le 1<sup>er</sup> mars 2018* — Grâce au soutien du Secrétariat à la condition féminine, le Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec, en collaboration avec les Agricultrices du Québec, la Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec (TCFMCQ) et l'organisme Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), a pu présenter le Forum *Relève agricole au féminin : Vers de nouveaux outils collectifs*, activité finale découlant du projet du même nom. Cette journée a permis de faire un retour sur les enjeux importants de la relève agricole au féminin recensés dans le cadre des différentes activités du projet.

### Des enjeux sur la relève agricole

En effet, le présent projet, échelonné sur un an, aura permis de démontrer que six enjeux importants peuvent être des freins à l'établissement agricole

des femmes, soit la conciliation travail-famille, l'accès au financement, l'accès à la terre, l'accompagnement, la diversité des modèles d'affaires et l'impact du double standard, présent en milieu agricole. Bien que ces enjeux ne sont pas exclusifs aux femmes, le projet visait à les traiter en regard des spécificités des femmes. C'est donc en partant de ce constat que la programmation et les thèmes abordés lors du Forum ont été déterminés.

### Un forum axé sur les solutions

Ainsi, deux conférences ont été présentées. La première, « *Pas d'agriculture, sans agricultrices!* » a été présentée par René Beauregard, Directeur général de l'organisme *Au cœur des familles agricoles*, notamment sur l'impact de la conciliation travail-famille, les risques d'épuisement et d'isolement pour les agricultrices. La deuxième conférence, tenue par

Noémie Blanchette-Forget, coordonnatrice et agente de maillage de L'ARTERRE, a permis de présenter les caractéristiques et services offerts par ce projet fort inspirant et significatif, notamment pour un jumelage entre aspirants-agriculteurs et propriétaires agricoles.

Aussi, deux tables rondes ont eu lieu au courant de la journée afin de discuter des enjeux précédemment identifiés.

Ainsi, la première table ronde : *Expériences inspirantes en entrepreneuriat collectif : Le point de vue des femmes*, réunissait des femmes impliquées au sein d'une entreprise d'économie sociale (Marché de solidarité régional de Brandon, Coopérative de solidarité de services de remplacement agricole, Ferme coopérative Racines Rurales), afin de parler de leur expérience personnelle.

Suite ➔



## Relève agricole au féminin (suite)



Les échanges ont permis de démystifier un certain nombre d'enjeux et de discuter des avantages de ce modèle. La deuxième table ronde : *Opportunité et enjeux : le point de vue des partenaires*, réunissait des représentants et représentantes du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), d'Agri-conseil Centre-du-Québec, de la Coopérative de développement régional du Québec – Lanaudière (CRDQ) et

de la MRC de l'Érable, qui ont pris la parole et échangé avec les personnes présentes sur les enjeux et opportunités du milieu agricole et de la place de l'économie sociale.

De plus, une vidéo intitulée « *Agricultrices, des vies inspirantes!* » a été présentée en premier. Celle-ci a été créée dans le but de promouvoir des expériences positives de femmes agricultrices et de nommer leur importance pour ce milieu, qui, encore trop souvent, marginalise leur place en maintenant des pratiques traditionnelles. Cette vidéo sera diffusée largement sur

les réseaux sociaux au cours des prochains jours par les partenaires du projet.

Cette journée aura permis de réunir une soixantaine de personnes, issues du milieu agricole et du milieu de l'entrepreneuriat collectif. Cette journée se voulait un premier pas *Vers de nouveaux outils collectifs*, qui, nous l'espérons, pourront faciliter l'établissement agricole, notamment pour les femmes.

- 30 -

Source :  
Pôle d'économie sociale  
du Centre-du-Québec

Pour visionner la  
capsule vidéo :

[Agricultrices, des vies  
inspirantes!](#)

## UNE RÉIMPRESSION ATTENDUE

À l'automne 2016, la TCMFCQ produisait le jeu interactif « L'histoire et les femmes de pouvoir ».

Ce jeu a connu beaucoup de succès, tellement que nous avons dû procéder à une réimpression.

Il est donc possible de se procurer une copie du jeu au coût de 40 \$ chacun + les frais d'envoi. Les personnes intéressées retrouveront sur notre site Web toutes les informations nécessaires pour en recevoir un exemplaire.

Rappelons que ce jeu interactif met en lumière les femmes qui ont marqué l'histoire, ainsi que les événements qui ont posé les jalons de la marche des femmes vers l'égalité.

[Pour commander votre jeu](#)

## PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE

Le gouvernement québécois lançait le 10 décembre dernier son Plan d'action pour l'inclusion économique et la participation sociale, s'étendant de 2017 à 2023. Selon leur communiqué de

presse, ce plan propose « des actions concrètes pour bâtir une société plus inclusive, solidaire et marquée par la justice sociale ». Il comprend 43 mesures et actions, nou-

velles ou substantiellement bonifiées, qui s'inscrivent dans quatre axes d'intervention principaux.

Voici une synthèse très succincte de ce plan.



### AXE 1 :

**Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté**

#### Axes secondaires

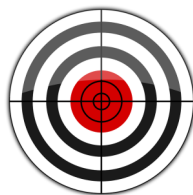
1. Améliorer le revenu disponible des personnes en situation de pauvreté avec comme mesure principale l'introduction d'un revenu de base pour tous les Québécois et Québécoises;

2. Améliorer le revenu disponible et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail avec comme mesure le programme objectif emploi;

3. Accompagner les personnes vers la formation et le marché du travail dont la mesure principale est de sou-

tenir la formation des jeunes en situation de pauvreté;

4. Soutenir les entreprises dans le recrutement et la rétention de leur main-d'œuvre avec comme mesure l'intensification des services-conseils aux entreprises en gestion de la diversité.



### AXE 2 :

**Investir pour améliorer le logement social**

Dans cette cible, on ne retrouve aucun axe secondaire et les mesures sont d'investir dans les logements sociaux et de mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables.



### Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes des familles à faible revenu et mobiliser les milieux

#### Axes secondaires

1. Soutenir des projets locaux et régionaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La mesure centrale de cette cible est la poursuite des Alliances pour la pauvreté;
2. Soutenir des actions en matière de sécurité alimentaire;
3. Intervenir dès l'enfance pour favoriser l'égalité des chances (maternelle 4 ans, accès aux services de garde;
4. Faciliter l'accès à des activités culturelles, aux loisirs et au tourisme.
5. Favoriser l'inclusion sociale des personnes judiciairisées en situation de pauvreté;
6. Contribuer au développement des compétences numériques des personnes en situation de pauvreté;
7. Lutter contre les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, avec elles;
8. Soutenir l'action communautaire. On veut améliorer le financement des organismes soutenus par le SACAIS.



### Axe 4: Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Une seule mesure est inscrite pour cet axe; on veut appuyer la recherche et l'évaluation en matière de pauvreté et d'exclusion sociale. Les actions découlant de la mesure sont d'appuyer ou de soutenir des recherches en lien avec la pauvreté et l'exclusion sociale.

Plan d'action  
gouvernemental pour  
l'inclusion  
économique et la  
participation sociale  
2017-2023 - Permettre  
à 100 000 personnes  
de sortir de la pauvreté  
d'ici 2023.

#### Savez-vous que...

- Actuellement, la province compte un peu plus de 400 000 prestataires de l'aide sociale, un nombre en baisse constante. Parmi eux, près de 130 000 ont une contrainte à l'emploi.
- 80 % à 90 % des personnes vivant un problème de santé mentale sont sans emploi et l'aide sociale constitue leur unique source de revenus.

*Source : Gouvernement du Québec, communiqué presse du 10-12-2017*

*Source : Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec*

## DU POINT DE VUE DES FEMMES

*Montréal, le vendredi 15 décembre 2017* - La

Fédération des femmes du Québec (FFQ) regrette que le gouvernement ne prenne pas en compte les enjeux spécifiques des femmes en situation de pauvreté dans son plan d'action pour l'inclusion économique et la participation sociale.

Ce plan devait être un troisième plan d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le gouvernement fait ici comme avec la commission sur le racisme et la discrimination systémique, dont il a changé le nom en forum sur la valorisation de la diversité, qu'il a centré sur l'emploi. Mais ce n'est pas en enlevant des mots qu'on règle les problèmes : au contraire, on peut encore moins leur trouver des solutions.

### **Pauvreté et exclusion sociale**

Le gouvernement prétend sortir 100 000 personnes de la pauvreté. Il serait plus juste de dire qu'il veut les amener à la mesure du panier de consommation (MPC), où on est encore pauvre, bien qu'on puisse à peu près remplir ses besoins es-

sentiels. Cela laisse encore 700 000 personnes dans une situation de pénurie grave, dont une majorité de femmes.

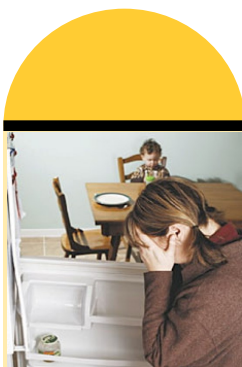
Le gouvernement mise sur l'emploi pour que ces personnes améliorent leur situation. Or, le marché de l'emploi est compétitif et manifeste peu d'ouverture à l'égard des personnes qui ne répondent pas aux normes de présentation et aux standards de rapidité, disponibilité, expérience et autres. Dans ces conditions, la course à obstacles est pipée d'avance pour nombre de femmes, car tout est prétexte à exclusion : leur origine ethnique, leur apparence physique, leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, leurs contraintes familiales, la non-reconnaissance de leurs contributions sociales ou de leurs diplômes. Beaucoup ont connu plusieurs expériences de travail qui se sont soldées par des échecs : en effet, leur condition physique ou psychologique, bien que non reconnue comme contrainte sévère à l'emploi par l'aide sociale, est tout de même la raison pour laquelle les em-

ployeurs ne les gardent pas à leur service.

De plus, alors que le gouvernement fixe le montant de l'aide sociale à seulement 55 % de la MPC, et donc, à la moitié des besoins essentiels, il est reconnu que maintenir les personnes dans une précarité extrême nuit à leur santé physique et mentale. Il est par la suite, plus difficile d'intégrer le marché de l'emploi.

« Pour des femmes, cela veut souvent dire être contraintes de rester dans des situations de violence, d'abus, de travail non désiré : conjoint violent, logeur qui exige son tribut en faveurs sexuelles, activités sexuelles lucratives non souhaitées, employeurs harcelants », dénonce Gabrielle Bouchard, présidente de la FFQ. « Beaucoup de femmes sont dans une situation où elles ne peuvent pas faire valoir leurs droits : la barrière de langue, une situation irrégulière à l'immigration ou à l'état civil, de mauvaises expériences antérieures avec l'administration deviennent autant d'obstacles insurmontables. »

*Suite* ➔



Cela laisse encore 700 000 personnes dans une situation de pénurie grave, dont une majorité de femmes.



## DES SOLUTIONS COLLECTIVES

Au lieu de remettre le fardeau de la pauvreté sur les individuEs, il faudrait s'engager dans des solutions collectives. Les mouvements citoyens en réclament plusieurs depuis longtemps.

La première mesure est sans doute la hausse du salaire minimum, puisque celui-ci ne permet pas de sortir de la pauvreté, même en travaillant à temps plein. Or les femmes occupent la majorité des emplois à temps partiel, à bas salaire et précaires. Et il faudrait cesser de permettre les salaires de misère des aides domestiques, notamment des aides domestiques venues avec le programme des aides familiales du Canada (PAF), un programme qui, malgré les récents changements, met ces femmes sous la dépendance quasi totale de leur employeur.

Une politique de conciliation famille-travail-études est nécessaire pour assurer un meilleur accès des femmes à des revenus d'emploi suffisants, en assurant des conditions de travail facilitantes, dont certaines doivent être inscrites

dans les normes minimales du travail. Le système public de services de garde doit être renforcé plutôt qu'affaibli; on se réjouit que les personnes à l'aide sociale y aient désormais un meilleur accès, une des rares bonnes nouvelles du plan gouvernemental.

D'autres aspects de l'aide sociale doivent être modifiés pour répondre aux besoins et situations des femmes, ce qui est réclamé depuis longtemps : la non-comptabilisation complète des pensions alimentaires pour enfants dans le calcul du revenu aux fins de l'aide sociale et de l'aide financière aux étudiantEs, la modification de la notion de vie maritale qui maintient de nombreuses femmes dans une situation de dépendance économique, l'individualisation des prestations, le relèvement des avoirs pour l'admission à l'aide de dernier recours. Finalement, on souhaiterait que le gouvernement pratique une véritable analyse différenciée selon les sexes (ADS), comme il en a l'obligation. « Il ne suffit pas d'enligner des tableaux statistiques pour dire qu'on

fait de l'ADS », précise encore Mme Bouchard. « Il faut analyser les mesures proposées pour prévoir leur effet sur les femmes, ce qui n'est pas fait ici. Il faut aussi tenir compte que la population " femmes " n'est pas homogène et analyser les répercussions sur différentes situations vécues par les femmes, notamment au point de vue des handicaps, de l'origine ethnique ou des caractéristiques racialisées. »

### Une inquiétude partagée

La FFQ s'inquiète des orientations gouvernementales de ce plan. Elle ne peut cautionner le fait que la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale ne passe que par l'emploi. C'est un enjeu complexe qui appelle des solutions diversifiées. Les femmes continueront à réclamer qu'une garantie de revenu suffisante soit donnée à la population, en plus de services publics améliorés, d'un salaire minimum et de conditions de travail qui honorent les personnes au lieu de les déconsidérer et de les maintenir en situation de pauvreté.

Source : Site Web FFQ



**La première mesure  
est sans doute  
la hausse du salaire  
minimum...**



19-A, rue de Courval  
Victoriaville G6P 4W2

Téléphone : 819-758-8282  
Télécopie : 819-758-7624  
Messagerie :  
[coordo@femmescentreduquebec.qc.ca](mailto:coordo@femmescentreduquebec.qc.ca)

Retrouvez-nous sur le Web!  
[www.femmescentreduquebec.qc.ca](http://www.femmescentreduquebec.qc.ca)

## L'ÉPINGLETTE : SYMBOLE DES LUTTES FÉMINISTES

En portant l'épinglette du 8 mars, nous affirmons haut et fort que nous sommes féministes et envoyons ainsi un message politique sans équivoque sur notre volonté de revendiquer une société juste, solidaire et égalitaire.

féministe  
tant  
qu' il le  
faudra !

Le Collectif 8 mars représente plus de 700 000 femmes au Québec provenant autant des groupes autonomes de femmes que des organisations syndicales.

*Droits d'auteur :  
Le Collectif 8 mars.  
Agence : UPPERKUT.*

*Direction artistique et design graphique : Noémie Darveau*

## FÉMINISTES CRÉATRICES D'ÉGALITÉ

Vous pouvez  
visionner la capsule  
via la page  
Facebook du  
Réseau :  
[Créons l'égalité  
pour toutes les  
femmes](#)

Le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec a lancé le 20 février dernier, sa toute nouvelle campagne sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Sous le thème général « Féministes créatrices d'égalité », la campagne veut faire ressortir les droits des femmes qui ne sont pas toujours re-

connus et au final, peu abordés.

Cette campagne s'étalera sur trois ans et abordera sous divers angles les droits des femmes. Puisque le média le plus accessible et permettant un plus grand rayonnement est le Web, nous produirons 6 capsules vidéo, toutes sur les droits des femmes.

Pour la première capsule, nous avons dirigé nos énergies vers la création d'une première vidéo que nous avons intitulée : « *Créons l'égalité pour toutes les femmes.* »

Nous vous invitons à visionner la capsule et à la faire circuler. Ainsi toutes ensemble nous créerons un peu plus d'égalité.